

LES NOTES DE LA CCD



SYSTEME D'ALERTE PRECOCE ET INFORMATION CLIMATIQUE, UNE CLE POUR LA RESILIENCE A LONG TERME

Introduction

Le partage de données météorologiques ainsi que le développement de systèmes d'alerte précoce (SAP) ne sont pas des outils nouveaux pour réduire les risques de catastrophes. L'importance de ces outils est mise en avant dans plusieurs cadres internationaux notamment dans la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement (1992) puis dans la Stratégie de Yokohama sur la prévention des catastrophes naturelles (1994), le Cadre d'action de Hyōgo sur la réduction des risques de catastrophes (2005) et plus récemment dans le nouveau Cadre de Sendai. Un des sept objectifs de ce dernier prévoit ainsi d'augmenter substantiellement la disponibilité et l'accès à des SAP multi-aléas sur la période 2015-2030.

Cependant, même si des progrès ont été faits ces dernières années, « les zones urbaines se transforment en mégapoles, les populations se massent dans des zones à risques comme les plaines inondables, et le changement climatique accroît la fréquence et l'intensité de divers phénomènes météorologiques extrêmes; les vies humaines et les ressources socio-économiques sont donc plus menacées que jamais »¹. Le 5^e rapport du GIEC² et le rapport *Turn Down the Heat* de la Banque Mondiale³, entre autres, exposent sans failles les impacts des changements climatiques sur les conditions de vies de populations. La variabilité accrue des régimes de précipitations et de températures, la hausse de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, mais aussi l'incertitude spatiale et temporelle des prévisions météorologiques sont des défis majeurs pour les populations les plus à risques et dépendantes des ressources naturelles.

Dans ce contexte, la mise en place de SAP et

la disponibilité d'une information climatique de qualité accessible à tous, accompagnée de mesures pour guider la prise de décisions, dans toutes les régions du monde, en particulier les plus pauvres et vulnérables, constituent une clé pour la résilience à long terme des populations.

Les systèmes mis en place doivent se baser sur une compréhension du risque intégrant ces informations climatiques mais aussi des indicateurs de vulnérabilités socio-économiques pour appréhender les risques de manière holistique, et ainsi mieux répondre aux besoins spécifiques.

Les acteurs de développement (communautés, gouvernements, partenaires nationaux et locaux, ONG, acteurs privés) doivent se saisir de ce sujet pour renforcer la durabilité de leurs actions et faire évoluer les systèmes de décisions et planification mis en place jusqu'alors.

Des éléments déclencheurs :

1984-1985 - Famine au Soudan et en Ethiopie. => Création du système d'alerte précoce pour la famine (FEWS et maintenant FEWS NET) en réponse aux famines qui auraient causé jusqu'à un million de décès.

2004 - Le tsunami de l'Océan Indien => Plus de 200 000 personnes sont mortes dans le tsunami. La Commission océanographique intergouvernementale (COI) adopte une résolution visant à créer un cadre de système mondial d'alerte précoce pour les risques liés aux océans. Les gouvernements à travers l'Asie et le Pacifique créent des départements de gestion des catastrophes et augmentent leurs activités de préparation.

Agropasteur de Garissa, Kenya

1 M. Michel Jarraud - Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM)

2 Groupe Intergouvernemental d'expert sur le changement climatique. ONU

3 World Bank Group. 2014. *Turn Down the Heat : Confronting the New Climate Normal*. Washington, DC: World Bank.

Qu'est ce qu'un système d'alerte précoce ?

Les systèmes d'alerte précoce (SAP) définissent l'ensemble des éléments requis pour générer et disséminer des alertes compréhensibles (face à la venue d'un aléa) et en temps voulu afin de permettre aux individus, communautés et organisations de se préparer et d'agir de manière appropriée et suffisamment à l'avance pour réduire les pertes liées à cet aléa⁴.

Les données recueillies pour lancer une alerte ne se limitent pas aux données météorologiques (pluies, cyclones, etc.). La mise en place d'un SAP suppose une compréhension du risque comme fonction des vulnérabilités et des aléas.

Les SAP sont utilisés dans tous les secteurs impliqués de la réduction des risques de catastrophe : santé, sécurité alimentaire, agriculture et élevage, eau et assainissement, architecture, etc.

Ils permettent à la fois de répondre à des aléas soudains (tsunamis, inondations) ou à occurrence plus longues (sécheresse, etc.).

Quels types données peuvent être utilisés ?

1. Données météorologiques (températures, pluviométrie, informations cycloniques, etc.) et géologiques (séisme, éruption volcanique, etc.).
2. Données sur les ressources disponibles (eau, pâturage, biomasse, etc.).
3. Prix des ressources clés (denrées de base, cultures de rente, etc.).
4. Autres indicateurs socio-économiques : risques sanitaires pour les hommes et les troupeaux, taux de prévalence de malnutrition aigüe, nombre de repas pris, etc.

Les données utilisées pour informer ce système évoluent dans le temps : les probabilités d'occurrence des aléas varient selon les saisons et les années, de même que les vulnérabilités socio-économiques.

Grâce à l'identification de seuils critiques pour les indicateurs retenus, les populations peuvent suivre ces données et anticiper les risques. Il est nécessaire de développer et rendre durables les mécanismes permettant aux communautés d'accéder à l'information climatique pour soutenir le processus de prise de décision. Utiliser les langues locales ainsi qu'une gamme variée de technologies de communication pour s'adapter aux contextes culturels pour prévenir des risques selon l'intensité et la probabilité d'occurrence des dangers est essentiel: drapeaux avec des codes couleur, alarmes (sifflets, coquillages, chants, cloches, sirènes), annonces radios, mégaphones, alertes SMS ou plateformes téléphoniques.

L'accessibilité des SAP, telle qu'elle est mentionnée dans le Cadre de Sendai, sous-entend également une accessibilité à l'ensemble des personnes incluant ceux ayant différents types de handicap (auditif, visuel, sensoriel, intellectuel, physique).

En cas de risques de catastrophes et/ou de crises, les autorités et populations peuvent alors déployer des mesures de contingence : évacuation, distribution de nourriture. La définition et la mise à jour de plans de réduction des risques permettent de mobiliser des ressources pour éviter/limiter les pertes et mieux se relever après la catastrophe.

ACF et les sites sentinelles en Amérique centrale pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Depuis 2011, ACF a appuyé la formation de 114 sites « Sentinelles » au Nicaragua et au Guatemala. Ces sites ont été établis dans des zones très vulnérables identifiées en collaboration avec les autorités. **En plus de rassembler des informations, les sites sentinelles aident au partage de ces informations et à la prise de décision aux niveaux nationaux et locaux.**

Les étapes clés :

1. Des sites sentinelles à échelle communautaire sont mis en place en cinq sessions de travail (12 heures). Une première réunion avec la communauté et les autorités permet de sensibiliser sur le rôle des sites sentinelles. Puis, des groupes d'informateurs clés représentant les spécificités de la communauté participent à des ateliers communautaires pour renseigner les données suivantes : sources de revenus, calendriers saisonniers, migrations, prix, zones à forts taux de mortalité infantile, données pluviométriques, etc. Une liste d'indicateurs-clés pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est définie et mesurée localement selon plusieurs niveaux : niveau souhaité (vert), niveau d'alerte (jaune), niveau d'urgence (rouge). Pour chaque indicateur, la communauté détermine la période, la source d'information et les leviers pour obtenir ces données (producteurs, femmes, volontaires).
2. Des animateurs développent ensuite trois affiches à installer dans les sites sentinelles communautaires : (a) le calendrier saisonnier, (b) le calendrier de surveillance et (c) la liste des variables clés avec des niveaux critiques.
3. *Suivi* : les équipes municipales sont formées pour collecter, analyser l'information générée dans ces sites et l'enregistrer dans un logiciel qui compare automatiquement les données. Des rapports mensuels sur les tendances sont produits et permettent à la communauté de maintenir une vigilance et de réagir efficacement en cas de dépassement des seuils critiques.
4. Ces rapports sont ensuite transférés aux échelons institutionnels supérieurs pour être intégrés dans les systèmes d'information nationaux. Des partenariats et accords de coopération sont établis entre les agences étatiques de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour uniformiser les cadres d'intervention et coordonner l'action, et avec d'autres organismes susceptibles de produire de l'information utile aux SAP.

Ce projet illustre bien une clef de la réussite d'un SAP : la coordination entre les différents acteurs. L'activation et le renforcement des forums d'analyses de données liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux communautaires, municipaux et nationaux permettent une réponse en temps opportun et un suivi institutionnel.

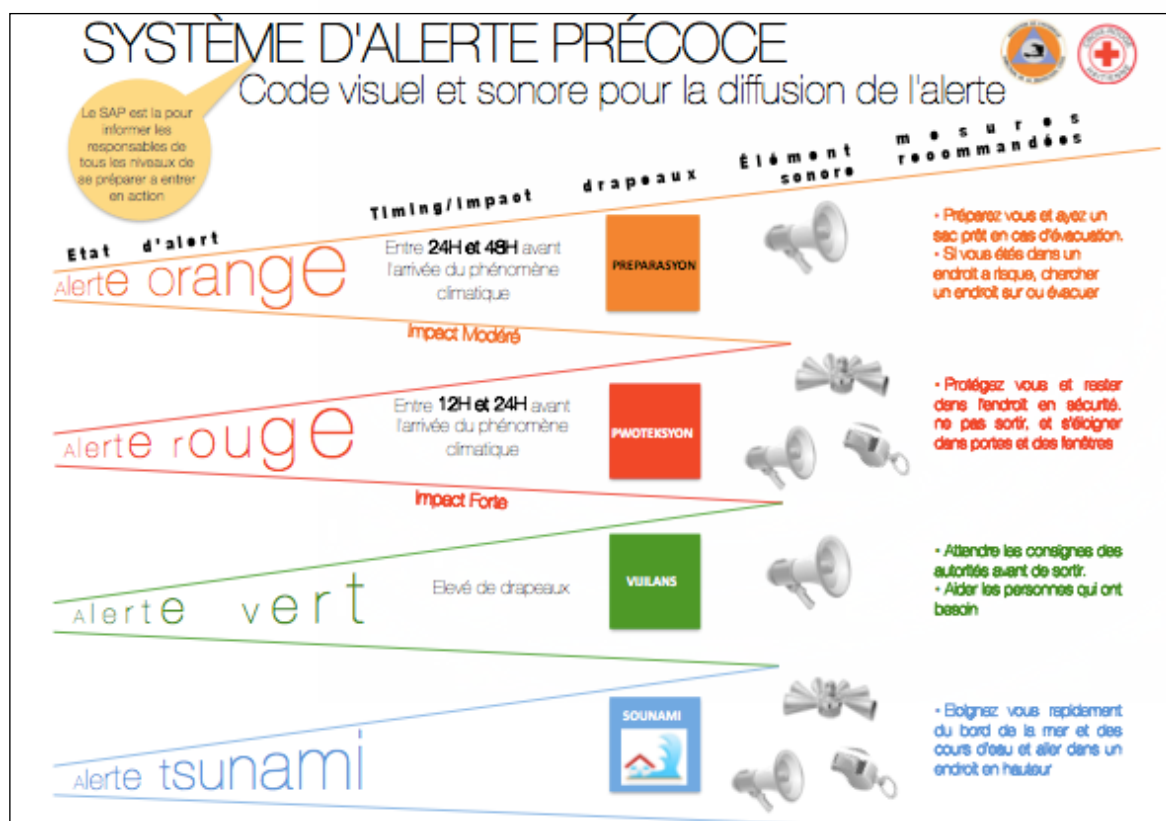
4. Définition adaptée de l'UNISDR 2009 et autres sources

Croix-Rouge/Croissant-Rouge en Haïti : La sensibilisation de la population au SAP est une des clefs de réussite de la diffusion d'alertes

La Croix-Rouge haïtienne et la Croix-Rouge française ont mis en place en collaboration avec le gouvernement haïtien et les ONG travaillant dans le domaine de la réduction des risques, un SAP communautaire basé sur des sirènes manuelles, des mégaphones, des sifflets et des drapeaux de couleurs correspondant aux différentes phases d'alerte. Ce système permet d'informer les populations habitant dans des zones éloignées en cas de risques cyclones, inondations ou tsunami. Les messages d'alerte sont relayés via un système de SMS, des volontaires de la Croix-Rouge, des volontaires de la protection civile et des équipes communautaires formées à la gestion des risques, à la sensibilisation, à la diffusion des messages de préparation aux risques, et à l'évacuation.

Aussi, afin de sensibiliser la population aux différentes couleurs de l'alerte et aux bons comportements à suivre en cas de catastrophes, des dépliants (cf. image ci-dessous) et des plans familiaux d'urgence sont expliqués, remplis et distribués lors de séances de sensibilisation de masse ou lors de porte à porte. Des peintures murales reprenant les différentes couleurs et phases d'alerte sont peintes près de l'endroit où est installé le mat d'alerte où sera accroché le drapeau orange, rouge, vert ou bleu en fonction de la situation.

Il est à noter que des systèmes de collecte de données auprès des centres de santé et des hôpitaux permettent aussi d'effectuer une veille épidémiologique en coordination avec le ministère de la Santé, afin d'informer, de sensibiliser la population et de faciliter la réponse médicale d'urgence en cas de pic de choléra par exemple.



Dépliant de sensibilisation au SAP communautaire, Haïti, 2012

Il est essentiel d'encourager les techniques traditionnelles qui existent et fonctionnent déjà dans diverses communautés du monde (tambour, coquillage, cloche, bouteille, etc.), harmoniser les messages en les reliant avec le SAP national, et en y rajoutant de nouvelles méthodes de diffusion d'alerte (drapeaux, mégaphones, sirènes manuelles, SMS, etc.). Exemple de leçons apprises : il a été nécessaire d'adapter les drapeaux de couleurs d'alerte en Haïti en y inscrivant les noms des phases d'alerte (vigilance, préparation, protection) afin que ces drapeaux ne soient pas confondus avec des drapeaux indiquant la présence d'un *hougan* (chef spirituel vaudou) dans la zone.

Quelle complémentarité entre SAP et information climatique ?

L'information climatique se compose de toute information sur les conditions climatiques passées, présentes et à venir, qu'elle provienne d'une source empirique (observations et savoir-faire des populations locales) ou scientifique, ainsi que ses implications sur le développement, les conditions de vie des populations et l'environnement.

a) **L'information climatique peut permettre de faire évoluer le SAP en mettant en lumière un besoin de mise à jour des données et indicateurs suivis (ex : inondations à prévoir dans une zone peu soumise à ce type d'aléa par le passé).**

b) Les données collectées par le SAP peuvent permettre d'améliorer l'information climatique à moyen et long terme pour favoriser la prise de décision. En effet, des données historiques récoltées par un SAP faciliteront l'analyse des tendances à plus long terme. Dans certains pays en développement, les informations météorologiques et climatiques sont souvent peu fiables et lacunaires.

c) Enfin, l'information climatique **vient compléter les données utilisées dans les SAP pour mieux**

planifier les activités à l'échelle locale, régionale, ou nationale et les rendre plus résilientes aux aléas et risques présents et futurs. Il s'agit d'améliorer profondément la planification : la rendre plus flexible et l'orienter vers l'avenir pour prévenir les risques de catastrophes. L'incertitude n'est pas un problème à résoudre, mais plutôt une contrainte qui doit être comprise et appréhendée par les populations.

De plus, l'information climatique de plus long terme facilite la définition de plans d'adaptation ou de développement intégrant les risques climatiques. En analysant les prévisions climatiques, la hausse du niveau des mers mais aussi les projections démographiques et socio-économiques, les acteurs peuvent appréhender les situations futures et limiter les risques à long terme. Les autorités se saisissent alors de ces données pour penser leur planification urbaine, l'aménagement de territoire, les plans de développement. Enfin, les ménages peuvent utiliser ces données pour définir la localisation de leurs habitations et les moyens de subsistance les plus appropriés.

AVSF au Sénégal : l'information pour les systèmes agro-pastoraux

Dans le Ferlo, zone pastorale par excellence du Sénégal, AVSF a mis en place un SAP qu'il a dénommé Système pastoral d'alerte et d'information (SPAIF). L'objectif poursuivi est de diffuser l'information pertinente au bon déroulement de l'activité pastorale dans un contexte de changements climatiques. Trois éléments fondamentaux déterminent cette activité et ont été expressément formulés par les éleveurs. Il s'agit de l'eau, des pâturages et du marché. Dans ce cadre, les types d'informations sur lesquels le SPAIF intervient sont :

1. Les données et prévisions climatiques : la pluviométrie (quantité, répartition, prévisions saisonnières et à plus court terme, pluies hors saison) et la température (vague de froid, vague de chaleur, etc.)⁵ ;
2. L'état de la biomasse : feux de brousse, zones de fourrages et pâturages, les zones à grande et moindre densité de biomasse pour identifier les zones à risques pour la transhumance ;
3. Les ressources en eau : les forages (forme de gestion, prix de l'eau, capacité d'accueil, pannes signalées, etc.) ;
4. Les marchés : prix du bétail (gros et petit), prix de la viande, prix du lait, les cours des céréales et de l'aliment de bétail ;
5. La santé animale : paramètres épizootiques, foyers de maladies, parcs à vaccination, postes vétérinaires.

Elles permettent premièrement aux éleveurs de prendre les dispositions nécessaires par rapport aux axes de transhumance optimaux à emprunter. Deuxièmement, elles offrent aux services techniques une vision holistique de la situation et des problèmes à résoudre. Troisièmement, elles guident les décideurs (ministères, élus locaux) dans l'élaboration de politiques et de plans d'adaptation appropriés.

Pour cette diffusion, des partenariats sont établis et les canaux de diffusion de l'information sont clarifiés. Il s'agit principalement du site internet (www.spaif.org) en cours de construction, des émissions radiophoniques des radios communautaires de la zone et de la téléphonie mobile qui cadrent parfaitement avec la nature de l'activité pastorale en quasi-perpétuel mouvement. Au-delà de ces canaux, l'approche s'est voulue innovante en mettant en place deux centres d'alerte dans des zones stratégiques. Ces centres, gérés par des animateurs, jouent le rôle de relais d'information et constituent une bibliothèque pour la gestion de l'information pertinente pour les pasteurs. Le nombre de centres devrait être augmenté prochainement afin de mieux mailler le territoire.

Ce projet démontre l'importance de rendre accessible l'information météorologique et climatique à tous les acteurs ; celle-ci, produite grâce à une triangulation des données, doit être traduite et appropriée selon les besoins et les cibles (agence nationale, services techniques, gouvernements locaux, éleveurs, ménages).

5. Ces informations sont transmises par l'Agence météorologique du Sénégal

CARE et la Planification participative des scénarios (PPS)

La planification participative des scénarios (*Participatory Scenario Planning- PSP*) est une approche multi-acteurs qui évalue les prévisions saisonnières et les rend lisibles pour répondre aux besoins des populations. L'objectif consiste à générer une information utile d'aide à la décision et à la planification. Cette démarche garantit un accès des services de l'Etat comme des paysans issus des petites exploitations à l'information climatique et permet aux communautés de renforcer leurs capacités à identifier des solutions pertinentes. Le PPS est un processus itératif qui favorise l'apprentissage continu et tisse des liens entre les acteurs peu habitués à travailler ensemble.

Le processus suit 5 étapes :

1. Identifier les différents acteurs qui doivent être impliqués (services météorologiques, services techniques, « prévisionnistes » traditionnels) et les services et prévisions météorologiques disponibles.
2. Organiser un forum multi-acteurs dans lesquels : les prévisions saisonnières des différents acteurs sont discutées et harmonisées pour développer des scénarios « d'aléas » (ayant différentes probabilités).
3. Développer des scénarios d'impacts et des recommandations pour faire face à ces risques.
4. Communiquer les recommandations issues de l'atelier pour atteindre une audience plus large,
5. Evaluer les défis, bénéfices et impacts du PPS sur les choix et décisions des communautés et sur leurs moyens de subsistance.

Pour en savoir plus :

<http://www.careclimatechange.org/adaptation-initiatives/alp>

« La chose la plus importante à propos de la PPS est la valeur qu'elle a ajoutée à mon travail. Avant, je faisais les formations centrées sur les besoins sans tenir compte du climat. Grâce à la PPS, je suis maintenant en mesure d'utiliser les informations climatiques pour planifier des formations communautaires et des évaluations sur le terrain qui sont pertinentes pour les scénarios d'impact probables. Je me permets une certaine souplesse dans ma planification car je sais que chaque saison est différente. »

Joel Okal, agent de la production animale du Sous-Comté de Ladgera, Comté de Garissa, Kenya

La planification de scénarios limite l'incertitude de l'information climatique, qui demeure une contrainte de taille. Elle permet aux acteurs d'appréhender l'information pour que les chocs puissent être anticipés, réduits et gérés. Cela renforce la capacité des acteurs à concevoir des plans appropriés et fondés sur les pratiques durables et productives afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience. Elle permet de mettre en place un mécanisme capable d'intégrer les nouvelles prévisions au fur et à mesure de leurs évolutions.

Arzika Miko, Volontaire à Maigochi



Des prérequis pour des systèmes d'alerte et d'information climatique efficaces et en faveur des populations les plus à risques

Information climatique disponible et fiable

Augmenter les ressources pour produire une information de qualité et robuste, notamment des séries longues, pour comprendre l'évolution locale du climat. Cela suppose une meilleure couverture en stations météorologiques dans de nombreux pays et par conséquent une réelle volonté politique. Si de telles orientations des pouvoirs publics ne peuvent pas pallier les lacunes du passé, elles peuvent orienter la recherche pour le futur. **La construction d'une connaissance scientifique** pour l'avenir constitue un prérequis fondamental pour favoriser la résilience.

Participation pour garantir l'impact

Assurer la participation des communautés, notamment des personnes les plus à risques, tout au long du processus (analyse des vulnérabilités, identification, collecte et suivi des données clés) pour garantir l'impact. Les inégalités de genres et les dynamiques de pouvoirs doivent être appréhendées dans l'analyse des vulnérabilités et des besoins spécifiques. Comprendre les dynamiques de changement, les risques et incertitudes en relation avec le genre, la diversité et les normes culturelles et sociales, est nécessaire pour assurer des plans et mesures d'adaptation appropriées, qui renforcent les capacités des hommes et des femmes au sein des communautés. Leur implication dans la démarche assure que l'information disponible corresponde à leurs besoins, **et soit accessible et utilisable**.

GERES, projet Central Highlands, Afghanistan

Dans les provinces de Wardak et Bamyan, en Afghanistan, les données climatologiques souffrent d'importantes lacunes : pertes de données (sur les précipitations en particulier), manques dans les séries historiques, etc. Les conflits répétés et la faiblesse de la couverture en stations météorologiques limitent ainsi la possibilité de travailler sur les tendances passées du climat local. L'exploitation de modèles régionaux, bien qu'importante pour dégager certaines tendances majeures, ne permet pas non plus de bien comprendre les variations locales de ce climat de paysage montagnard. L'utilisation de « *proxies* » scientifiques, programmes qui gardent en mémoire les données, comme la mesure de la surface occupée par les neiges éternelles, mais aussi le recueil des perceptions des évolutions par les populations elles-mêmes, permet en partie de pallier ces lacunes.

L'équipe du projet Central Highlands



Partenariats pour la production et la communication

Articuler savoirs traditionnels et innovations technologiques. Les populations ont toujours utilisé leurs savoirs endogènes pour planifier leurs activités : comportements et migrations de la faune, activités végétales, lecture du sol et des astres. Des données scientifiques grâce aux innovations technologiques (GPS, systèmes d'information géographique et modélisations) permettent d'affiner et de préciser certaines données et *vice versa*. Cette combinaison entre climatologie locale et innovations accroît la robustesse des informations produites et garantit une appropriation par les populations.

De même, les partenariats multi-acteurs entre communautés, instituts météorologiques, services de l'Etat en charge des eaux et forêts, vétérinaires et agricoles, centres de recherche et entreprises garantissent une information de qualité et appropriée. Cette diversité d'acteurs implique d'adapter les outils et canaux de diffusion de l'information selon les contextes, profils et besoins des utilisateurs (radio locale, GPS, kiosques, journaux, etc.).

Monitoring, mise à jour et capitalisation

Analyser l'information climatique comme étant évolutive et mettre à jour cette information.

Par exemple, la dissémination des prévisions climatiques en amont des variations saisonnières peut s'effectuer de manière inclusive avec des moyens de communication adaptés. Des ateliers multi-acteurs mêlant différentes sources d'informations peuvent permettre d'harmoniser les données.

Un système de suivi-monitoring participatif et multi-scalaire sur les données (risques, météo, mouvements des troupeaux, semences disponibles, prix des denrées) favorise la mise à jour régulière des prévisions. **Les moniteurs communautaires formés mesurent** et enregistrent les données pluviométriques et les communiquent aux services météorologiques locaux. Les utilisateurs peuvent alors affiner leurs connaissances et améliorer leur planification. De tels systèmes de suivi et d'évaluation sont indispensables pour apprécier et documenter la vulnérabilité et l'analyse des risques, les résultats de l'adaptation, les impacts et l'apprentissage à tous les niveaux, afin de pouvoir mesurer les changements et les réponses à ces changements à travers le temps, informer sur ce qui fonctionne (ou pas), et démontrer les impacts.

Renforcement des capacités d'interprétation pour mener des actions curatives et préventives

Renforcer les capacités pour l'aide à la décision.

L'information climatique a un intérêt uniquement si elle peut être utilisée pour répondre aux besoins des populations. Les SAP doivent alors s'accompagner de formations pour les personnes qui diffusent l'alerte, celles qui la relayent (médias) et les communautés sur les bonnes pratiques. En effet, une alerte mal gérée peut engendrer des vagues de paniques et augmenter le nombre de blessés en cas de catastrophes.

Par exemple, il est important d'intégrer aux SAP de moyen terme des mécanismes de conseils agricoles et définir différents paramètres : date/période de plantation, type de variétés et d'espèces adéquates, pratiques culturales appropriées, choix des inputs, gestion des pâturages, gestion des maladies, mais aussi le suivi des mouvements des troupeaux, les trajectoires de transhumances adaptées. Dans certains cas, les données climatiques peuvent limiter les conflits, du fait d'une meilleure gestion et accès aux ressources en fonction de leurs disponibilités.

Des mécanismes de renforcement des capacités des communautés, de la société civile et des institutions doivent être mis en place pour aider à interpréter l'information et favoriser l'aide à la décision. Par exemple, les agents communautaires peuvent identifier trois scénarios selon les projections climatiques (ex : pluviométrie faible, pluviométrie moyenne, pluviométrie forte) avec trois ensembles de mesures d'adaptation à mettre en œuvre en fonction de la réalité.

Limiter les stratégies d'ajustement non résilientes à long terme.

Des populations peu ou pas préparées aux variabilités des conditions climatiques peuvent mettre en place des stratégies d'ajustement non viables à long terme : déboisement, décapitalisation, migrations forcées, réduction du régime alimentaire, etc.

A contrario, grâce à une analyse intégrée des risques et des vulnérabilités, la production et l'accès d'information de qualité, le renforcement des capacités, les populations peuvent tendre vers plus de résilience.

L'adaptation à base communautaire est une approche holistique qui s'attache à renforcer la capacité d'adaptation des communautés en s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité (structurelles, socio-économiques, politiques). Cette démarche combine les processus d'analyse des vulnérabilités, de prise de décision selon les informations climatiques et la définition de mesures d'adaptation et de réduction des risques.

Recommandations pour les décideurs politiques

Production et capitalisation sur l'existant

- Augmenter les financements pour produire une information climatique fiable (couverture du territoire en stations météorologiques) et capitaliser sur l'information existante (formation d'individus qui savent la compiler et l'analyser) ;
- Promouvoir et capitaliser les savoirs endogènes et articuler avec les innovations scientifiques pour renforcer la disponibilité et l'accès à l'information climatique ainsi que la mise en place de SAP.

Accès et communication

- Promouvoir l'accès à l'information grâce à des moyens de communication appropriés aux groupes cibles (radios, affichage, information téléphonique, etc.) pour s'assurer que les communautés éloignées soient informées ;
- Multiplier les outils pour diffuser une information climatique à moyen- long terme (saisons/années) et adapter les modes de communication selon l'échelle temporelle des risques ;
- Intégrer et systématiser l'information climatique à tous les échelons institutionnels et de façon multi-sectorielle. Le suivi de ces données doit être accompagné d'une compréhension des vulnérabilités, besoins, savoirs et capacités spécifiques des populations à risques ;
- Harmoniser et garantir la cohérence entre les SAP nationaux, régionaux et communautaires (cycle, outils de communication, etc.).

Renforcement des capacités d'adaptation

- Assurer l'implication des communautés, en particulier des populations les plus à risques, tout au long du processus d'analyse et de décision : de l'analyse des vulnérabilités à la mise en place de mesures d'adaptation en passant par la gestion de l'information générée par les SAP ;
- Renforcer les capacités des communautés pour interpréter les données et faciliter l'aide à la décision ;
- Augmenter les financements dans l'analyse des liens entre les SAP et l'adaptation à base communautaire pour accroître les capacités d'anticipation, d'adaptation et de gestion des risques des populations (notamment les individus marginalisés, populations autochtones, femmes et filles) ;
- Promouvoir des modèles de développement résilients et justes, et traiter les causes profondes de la vulnérabilité en incluant l'analyse des relations de pouvoirs et des inégalités de genre, l'accès et le contrôle des ressources (terre, actifs, etc.), l'accès aux services, à l'information et l'appui au secteur agricole.

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 160 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.
14, passage Dubail 75010 Paris • Tél. : +33 1 44 72 93 72 • www.coordinationsud.org

La **commission Climat et développement** de Coordination SUD travaille sur les liens entre développement et changement climatique. Elle regroupe une vingtaine d'ONG membres de Coordination SUD : **4D, Acting for Life, Action Contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Association la Voûte Nubienne, ATD Quart-Monde, CARE France, Centre d'Actions et de Réalisations Internationales, CCFD - Terre Solidaire, Electriciens Sans Frontières, Fondation Energies pour le Monde, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités, Gevalor, GRDR, Gret, Initiative Développement, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement, Médecins du Monde, Oxfam France, Peuples Solidaires, Planète Urgence, Secours Catholique-Caritas France.**

Contact commission Climat et développement : Vanessa Laubin, GERES. Email : v.laubin@geres.eu

La publication de cette note a été coordonnée par CARE-France. La rédaction de cette note a été assurée par Action contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, CARE France, Croix-Rouge française, GERES.

Crédits Photos : CARE, GERES, AVSF, Nicolas Früh, Sophie Négrier, Eric Aduma, Benjamin Rogez, Agnes Otzelberger